



Experts
Entreprendre Paris

FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE

Rapport du
Commissaire aux Comptes
Sur les comptes annuels

Exercice Clos
Le 31 décembre 2019

Association à but non lucratif
Siège social : 18 RUE LA FAYETTE – 75009 Paris
Siret 434 987 582 00013 – 94122

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

Sté d'expertise-comptable membre de l'Ordre de la région parisienne - Sté de commissariat aux comptes inscrite à Paris
SAS EXPERTS ENTREPRENDRE PARIS au capital de 236.000 euros - **SIRET** 393318647 00046 - **APE** 6920Z - **TVA** Intracom. FR35393318647
RIB BNP 30004 00760 00010047004 92 - **IBAN** FR76 3000 4007 6000 0100 4700 492 - **BIC** BNPAFRPPPE
46, rue Cardinet - 75017 PARIS - **Tél.** 01 53 84 77 77 - **Fax.** 01 53 84 77 79
Membre du réseau INTEGRA INTERNATIONAL - info@experts-entreprendre.com



FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE
Association à but non lucratif
Siège social : 18 RUE LA FAYETTE
75009 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2019

Mesdames, Messieurs,

I. Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la **FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Comité Exécutif le 12 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance que les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Comité Exécutif arrêté le 12 mai 2020 et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la **FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE** à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Exécutif.

VI. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,

Le 25 Mai 2020

EXPERTS & ENTREPRENDRE PARIS

Représenté par **Arnaud GIROD**

Commissaire aux Comptes

Compagnie Régionale de Paris

- BILAN ACTIF -

| Rubriques | Brut | Amort & Provisions | Net au 31/12/2019 | Net au 31/12/2018 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissements | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 1 522 033 | 1 521 551 | 483 | 6 860 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| | 1 522 033 | 1 521 551 | 483 | 6 860 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | 12 195 921 |
| Constuctions | | | | 12 409 395 |
| Installations techniques. Mat. et outillage industriel | 4 586 186 | 2 571 672 | 2 014 514 | 2 011 276 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| | 4 586 186 | 2 571 672 | 2 014 514 | 26 616 592 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations | 75 045 299 | | 75 045 299 | 45 689 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | 446 560 | | 446 560 | 446 560 |
| Prêts | 579 334 | | 579 334 | 564 456 |
| Autres immobilisations financières | 3 500 | | 3 500 | 545 |
| | 76 074 693 | | 76 074 693 | 1 057 250 |
| ACTIF IMMOBILISE | 82 182 912 | 4 093 223 | 78 089 689 | 27 680 702 |
| STOCKS & EN-COURS | | | | |
| Stocks de matières premières | 93 939 | | 93 939 | 93 148 |
| Stocks d'en-cours de production de biens | | | | |
| Stocks d'en-cours productions de services | | | | |
| Stocks de produits intermédiaires et finis | | | | |
| Stocks de marchandises | | | | |
| | 93 939 | | 93 939 | 93 148 |
| CREANCES | | | | |
| Avances & acomptes versés sur commandes | 362 545 | | 362 545 | 5 682 |
| Créances usagers et comptes rattachés | 1 132 845 | | 1 132 845 | 264 427 |
| Autres créances | 866 438 | | 866 438 | 1 176 990 |
| | 2 361 827 | | 2 361 827 | 1 447 099 |
| DISPONIBILITES | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 18 447 687 | | 18 447 687 | 17 400 353 |
| Disponibilités | 3 096 569 | | 3 096 569 | 1 707 031 |
| | 21 544 256 | | 21 544 256 | 19 107 384 |
| Charges constatées d'avances | 386 226 | | 386 226 | 399 051 |
| ACTIF CIRCULANT | 24 386 248 | | 24 386 248 | 21 046 682 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 106 569 160 | 4 093 223 | 102 475 937 | 48 727 383 |

EXPERTS & ENTREPRENDRE
Commissaire aux Comptes

- BILAN PASSIF -

| Rubriques | Net au 31/12/2019 | Net au 31/12/2018 |
|---|----------------------|----------------------|
| FONDS ASSOCIATIFS | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 36 870 282 | 36 887 730 |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves statutaires et contractuelles | | |
| Réserves règlementées | | |
| Autres réserves | 2 465 000 | 2 465 000 |
| Report à nouveau | | |
| Résultat de l'exercice | 50 758 862 | - 17 448 |
| FONDS PROPRES | 90 094 143 | 39 335 282 |
| Provisions pour risques | 60 918 | 73 002 |
| Provisions pour charges | 2 370 322 | 2 999 558 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 2 431 240 | 3 072 560 |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 215 | 1 033 |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| | 1 215 | 1 033 |
| AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS | | |
| DETTES DIVERSES | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 4 205 698 | 2 741 099 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 653 993 | 2 419 271 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 3 035 301 | 1 030 284 |
| | 9 894 993 | 6 190 654 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 54 346 | 127 855 |
| DETTES | 9 950 553 | 6 319 542 |
| Ecart de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 102 475 937 | 48 727 383 |

EXPERTS & ENTREPRENDRE
Commissaire aux Comptes

- COMPTE DE RESULTAT -

| Rubriques | Net au 31/12/19 | Net au 31/12/18 |
|---|-------------------|-------------------|
| Ventes de marchandises | | |
| Production vendue de biens | | |
| Production vendue de services | | |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | | |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Subventions d'exploitation | | |
| Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges | 5 018 871 | 3 559 067 |
| Collectes | | |
| Cotisations | 21 333 463 | 20 846 444 |
| Autres produits | 440 248 | 411 487 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | 26 792 583 | 24 816 998 |
| <i>CHARGES EXTERNES</i> | | |
| Achats de marchandises [et droits de douane] | 8 738 | 11 151 |
| Variation de stock de marchandises | 4 361 | 4 901 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | 132 654 | 95 021 |
| Variation de stock [Matières premières et approvisionnements] | -5 152 | 7 249 |
| Autres achats et charges externes | 11 922 230 | 10 040 672 |
| | 12 062 832 | 10 158 993 |
| <i>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</i> | 1 839 586 | 1 671 813 |
| <i>CHARGES DE PERSONNEL</i> | | |
| Salaires et traitements | 8 368 016 | 7 717 181 |
| Charges sociales | 3 677 850 | 3 592 615 |
| Autres charges de personnel | 82 746 | 122 554 |
| | 12 128 613 | 11 432 351 |
| <i>DOTATIONS D'EXPLOITATION</i> | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | 1 059 170 | 1 148 278 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | 138 267 | 412 084 |
| | 1 197 437 | 1 560 362 |
| <i>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</i> | 6 019 | 43 550 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | 27 234 487 | 24 867 069 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -441 904 | -50 071 |

EXPERTS & ENTREPRENDRE
Commissaire aux Comptes

- COMPTE DE RESULTAT (suite) -

| Rubriques | Net au 31/12/19 | Net au 31/12/18 |
|--|--------------------|-------------------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -441 904 | - 50 071 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Produits financiers de participation | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 23 591 | 33 584 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 48 276 | 52 969 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements | | |
| | 71 867 | 86 553 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Diférences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | | |
| RESULTAT FINANCIER | 71 867 | 86 553 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | -370 037 | 36 482 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions et transfert de charges | | |
| | 75 043 709 | 44 691 |
| | 75 043 709 | 44 691 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 410 | 576 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 23 822 896 | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| | 23 823 306 | 576 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 51 220 403 | 44 115 |
| Impôts sur les bénéfices | 91 504 | 98 045 |
| TOTAL DES PRODUITS | 101 908 159 | 24 948 242 |
| TOTAL DES CHARGES | 51 149 297 | 24 965 690 |
| EXCEDENT OU PERTE | 50 758 862 | - 17 448 |

EXPERTS & ENTREPRENEUR
Commissaire aux Comptes

FEDERATION BANCAIRE FRANCAISE
Exercice clos le : 31 Décembre 2019

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Au bilan de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total est de 102.475.937 euros.
- et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 50 758 862 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels ; il est précisé que les comptes annuels de la FBF n'intègrent pas les données comptables (flux de la période et situation financière de fin d'exercice) des comités territoriaux. Ceux-ci sont désormais tous devenus des associations loi 1901. Ces associations sont régies par des statuts type et ont adhéré à une Charte FBF.

Faits caractéristiques de l'exercice :

En fin d'année, la FBF a transféré l'immeuble dont elle était propriétaire à une SCI nouvellement créée. L'immeuble a été valorisé à 75.000.000€. La FBF détient en contrepartie la majorité des parts de la SCI.

EXPERTS & ENTREPRENDRE
Commissaire aux Comptes

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture : néant

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2019 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, définies par le CRC 99-01 relatifs aux dispositions comptables réglementaires applicables aux associations, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Agencement et installations 10, 15 et 20 ans
- Constructions 50 et 20 ans
- Logiciel outil 1 an
- Logiciel applicatif 3 ans
- Matériel informatique apporté 2 ans
- Matériel informatique neuf 3 ans
- Matériel et outillage 5 ans
- Matériel de transport 4 ans
- Mobilier 10 ans
- Mobilier d'art non amorti

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changement de méthode : néant

EXPERTS & ENTREPRENDRE
Commissaire aux Comptes

Engagements pour Indemnités de fin de carrière, médailles du travail et santé

La FBF évalue et provisionne ses engagements selon la méthode des unités de crédit.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont :

| | 2019 | 2018 |
|------------------------|--------|-----------------------|
| Actualisation | 1,11% | 1,66 % ⁽¹⁾ |
| Inflation | | |
| Evolution des salaires | 1,25 % | 1,25 % |

⁽¹⁾ y compris l'inflation

Ainsi, le montant des engagements s'élève à 1.348 K€ au 31 décembre 2019 après prise en compte d'une dotation nette de 106 K€ sur l'exercice 2019, résultant de l'évolution des hypothèses actuarielles et démographiques (âge de départ à la retraite et type de départ). Ces engagements comprennent le financement du contrat de remboursement de frais de santé pour les retraités de la FBF à hauteur de 197 K€.

En outre, la FBF a une épargne dédiée au financement d'indemnité de fin de carrière auprès de la compagnie Allianz Vie qui en assume la gestion pour un montant initial de 800 K€. Cette épargne est évaluée au 31.12.2019 à 519 K€, tenant compte du versement de 412 K€ d'indemnités fin de carrière et des intérêts nets.

Provisions

La provision pour charges constituée pour le projet de refonte des sites de la FBF a été reprise à hauteur de 236 K€.

La provision pour le financement de travaux et aménagements de l'immeuble a été reprise à hauteur de 150 K€.

Consolidation

Dans le cadre de la loi du 20 août 2008 relative à la démocratie sociale, la FBF doit vous présenter certaines informations relatives à ses participations :

Revue banque

La Fédération Bancaire Française détient 66,66 % des parts sociales.

Le Commissaire aux Comptes est Monsieur Christophe MAURIN.

Les comptes ont été clôturés au 31/12/2019 et font ressortir un résultat déficitaire de 107 K€, la situation nette atteignant ainsi 2.992 K€.

Société pour le Développement des Techniques Bancaires (SDTB)

La Fédération Bancaire Française détient 99 % des parts sociales.

Le Commissaire aux Comptes est le cabinet Experts et Entreprendre.

Les comptes ont été clôturés au 31/12/2019 et font ressortir un résultat bénéficiaire de 61 K€, la situation nette atteignant ainsi 3.226 K€.

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus :

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 31/12/2019 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus. Cet événement ne remet pas en cause les éléments de l'actif et passif tel que comptabilisés à la clôture.